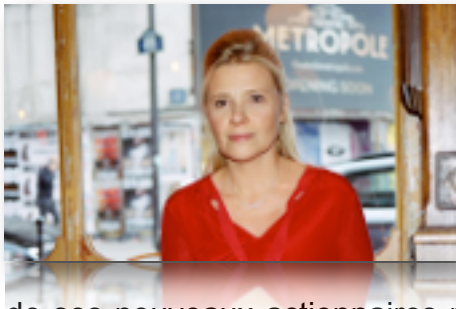


Une discussion avec Aude Lancelin sur l'état (désastreux) de la presse hexagonale

La journaliste nous explique pourquoi il n'y a plus grand-chose à attendre des médias mainstream.



Portraits de Melchior Ferradou-Tersen

En mai 2016, Aude Lancelin était licenciée sans ménagement de L'Obs après avoir occupé le poste de directrice adjointe de la rédaction pendant deux ans. Cette figure de la gauche payait sa défense d'intellectuels tels qu'Alain Badiou ou Jacques Rancière au sein d'un hebdomadaire ne jurant plus que par la social-démocratie, le management ultralibéral et la défense des intérêts

de ses nouveaux actionnaires majoritaires – à savoir Pierre Bergé, Xavier Niel et Mathieu Pigasse, fondateurs de la holding Le Monde Libre.

C'est de cette expérience violente que cette spécialiste de la vie des idées a tiré *Le Monde Libre*, livre au titre évidemment sarcastique, publié aux éditions *Les liens qui libèrent*. Ce réquisitoire contre une presse de gauche devenue esclave du Marché a valu à Aude Lancelin le prix Renaudot de l'essai en 2016, et des critiques élogieuses de la part de médias qui ne l'avaient pas forcément défendue au moment de son éviction. C'est pour parler du présent et de l'avenir du journalisme que j'ai tenu à la rencontrer, quelque part dans le nord de Paris.

VICE : "S'en prendre au journalisme quand on est soi-même journaliste, c'est tout de même un peu con." C'est ce que vous a affirmé un ancien directeur de rédaction quand vous étiez à L'Obs...

► *Aude Lancelin* : Cette phrase est signée Laurent Joffrin, en effet. Un éditocrate emblématique, qui faisait partie des polytraumatisés de la critique des médias menée par le Monde Diplo ou Acrimed – et, plus largement, par tout ce qui était né dans le sillage des grandes grèves de 1995. Pour la première fois, cette génération de journalistes labellisés "de gauche", mais en réalité entièrement acquis au néolibéralisme, voyait une véritable opposition politique et intellectuelle se reconstituer. Ça leur a fait une grande frayeur !

Au-delà du cas Joffrin, la critique des médias n'est pas un sport très répandu chez mes confrères. Ça passe souvent pour un manque de "confraternité". On entend souvent ce terme-là, que je n'ai pour ma part jamais compris. Si vous êtes charcutier, devez-vous vous sentir solidaire d'un confrère qui mettrait de la viande avariée dans ses saucisses ? C'est très curieux comme idée. Personnellement, je ne me sens nullement solidaire de David

Pujadas, de Ruth Elkrief ou d'Arnaud Leparmentier. Nous ne faisons tout simplement pas le même métier, eux et moi. En réalité, la "confraternité" est bien souvent une façon de se serrer les coudes, de défendre des positions de pouvoir. Aussi bien Guy Hocquenghem que Karl Kraus ou George Orwell, tous journalistes à leur façon, ont insisté sur la nécessité, pour les journalistes, de mener une critique impitoyable de leur propre profession.

C'est un métier avec lequel je n'ai pas toujours été très à l'aise, notamment parce qu'il donne énormément de pouvoir sur la réputation des autres à des gens qui n'ont pas nécessairement les mérites requis pour cela. Le journalisme est vraiment un drôle de métier vous savez. Quand il naît au XIX^e siècle, avec les gros tirages de la presse, sa satire surgit presque simultanément. Voyez *Bel-Ami* ou les romans de Balzac. C'est un métier à la fois interlope et aux frontières du pouvoir, un métier un peu intellectuel, mais pas complètement. Je trouve donc tout à fait normal d'en dénoncer les abus. Pour certains cela relève pourtant déjà de la haute trahison. (Rires)

Dans *Le Monde Libre*, vous évoquez régulièrement ce tiraillement entre d'un côté votre intérêt pour des auteurs critiques du journalisme et de l'autre votre métier, qui vous fait vivre. Certains ont parlé de lâcheté en disant, qu'après tout, vous pourriez faire "autre chose". Qu'en pensez-vous ? Avez-vous des sas de décompression pour vous éloigner de cette contradiction ?

► Je n'ai pas souvenir que quiconque m'ait fait ce reproche à la sortie du livre, d'autant que même mes ennemis sont là pour témoigner que je me suis toujours battue à visage découvert pour défendre mes idées et les faire progresser, le tout dans une grande adversité. Je peux vous présenter des lâches si vous voulez — j'en ai plein mon carnet d'adresses professionnel. (Rires)

Mes sas de décompression, pour reprendre votre expression, ce sont les rencontres extraordinaires que j'ai pu faire dans l'exercice de ce métier : Jean Baudrillard, Alain Badiou, Jean-Claude Michéa, François Meyronnis, Michel Houellebecq, Annie Le Brun, tant d'autres.

Contrairement aux fantasmes véhiculés par certains frustrés, les journalistes ne se gobergent pas au milieu des puissants. À l'exception bien sûr d'une petite cour de vedettes vendues aux actionnaires, qui s'agitent sur les plateaux télévisés ou dînent au "Siècle".

Avec mes adjoints et collègues, j'ai au contraire connu des années très dures dans une presse en plein effondrement, au cours desquelles nous travaillions énormément, avec très peu de moyens, douze à quatorze heures par jour, week-end compris, souvent à la limite du burn-out. Je dirais même que plus on monte hiérarchiquement dans le domaine de la presse d'aujourd'hui, plus les contraintes et les souffrances augmentent.

Vous écrivez qu'au début des années 2000, les cadres du journalisme lisaient parfois encore Faulkner, tandis que depuis 2010, ils regardent The Voice – insistant par là sur la chute vertigineuse de l'exigence intellectuelle dans les rédactions. Pouvez-vous m'en dire plus ?

► Ces dernières années, avec l'arrivée d'un nouveau type d'actionnaires dans les médias, cette dégradation s'est accélérée. Je ne parle évidemment pas seulement des actionnaires du "Monde Libre", Xavier Niel en premier lieu, mais également de Patrick Drahi ou Vincent Bolloré, entre autres. Il est impressionnant de constater à quel point le profil des cadres promus dans leurs titres a changé, ce qui montre au passage que la soi-disant étanchéité entre actionariat et contenu éditorial y est largement bidon. Ceci est lié à plusieurs facteurs. Ces groupes industriels, dont le cœur de métier n'est pas la presse, privilégient l'idéologie managériale aux contenus, et les fondés de pouvoir qu'ils nomment, animés par le souci de "plaire au maître", adoptent les mêmes tics mentaux qu'eux.

Prenons l'exemple de L'Obs, où un journaliste quadragénaire, qui avait fait quasiment toute sa carrière dans cette vénérable maison, dès lors qu'il est devenu directeur de la rédaction, s'est mis d'un seul coup à parler process, disruption, ou encore propals, pour évoquer de bons vieux projets de reportages...

À s'exprimer en somme dans un sabir managérial aux effets comiques d'ailleurs irrésistibles. On comprend hélas de quel univers mental cette greffe monstrueuse a pu surgir quand on lit une déclaration récente de Xavier Niel, s'exprimant au sujet de son journal, Le Monde, ce qui est d'ailleurs rare. Ce propos a été diffusé sur un réseau de propagande entrepreneuriale qui lui appartient : universfreebox.com. Niel se réjouit de la bonne santé du titre en ces termes : " Quand on a racheté Le Monde [...] c'était une société vieillissante, sans accélération digitale en marche. On s'est dit qu'il fallait simplifier les process et créer de nouveaux produits. C'est comme ça qu'on a lancé Le Monde sur Snapchat." Face à ce genre de novlangue, on voit bien qu'on a tout à fait quitté l'univers d'Albert Londres ! (Rires)

On est passé du grand patron de presse à l'idéologie bien affirmée à des actionnaires voraces, en fait. Des mecs fascinés par "le progrès" et tout ce qui dissimule le néolibéralisme le plus classique.

► Absolument. Ces gens-là ont un tout autre rapport à la presse qu'un Robert Hersant ou un Serge Dassault, qui ont pourtant longtemps fait pousser des cris d'orfraie à la gauche. Il ne s'agit plus de s'offrir un titre pour soutenir tel ou tel camp, on est passé à un autre âge de la propagande, plus insaisissable, plus dangereux par conséquent. Au sens large, il s'agit en effet d'imposer une vision libérale du monde, où la casse sociale la plus sordide se voit réenchântée en modernité ubérisée, de promouvoir un monde fluide, pseudo-innovant, sans alternative. Il s'agit également d'infuser dans le milieu du journalisme de nouvelles méthodes de "management", importées d'autres univers, comme celui de la banque. Personnellement je parlerais de saccage.

D'autant plus que cette "vision libérale du monde", comme vous dites, est quelque chose de pernicieux, de dépolitisé, qui ne s'assume jamais en tant que tel.

► C'est ça. Cela dit, la grande limite de ce système de prédation, c'est que dès que ce genre d'actionnaires s'empare d'un média, il est détruit en quelques années. Pour Le Monde, ça ne se voit pas encore, parce que pour ses actionnaires il est le "joyau de la couronne", au détriment des autres titres du groupe qu'ils laissent périr (L'Obs), ou dont ils siphonnent les caisses (Télérama).

Le plus drôle, c'est que ce journalisme obsédé de modernité ne peut s'enorgueillir d'aucune réussite commerciale. La seule information véritablement monétisable, ce sont des titres comme Mediapart qui la produisent. Avec une ligne très assumée, qui parle fort, et dit vraiment quelque chose sur le monde. Tandis que le journalisme dépolitisé, liquide et ultra-connecté est un véritable naufrage économique. Que vous preniez la presse de Drahi ou le groupe Le Monde Libre, on tombe à chaque fois sur des catastrophes industrielles : la base d'abonnés de L'Obs s'est effondrée depuis son rachat en 2014, une vraie chute libre désormais. Ne parlons pas de Canal+ : avec plus de 500 000 abonnés en moins depuis l'arrivée de Bolloré, on est dans la dinguerie, là. À terme, je ne pense pas que Le Monde puisse être une réussite économique, même si pour le moment, jouer la carte "quotidien de référence" s'avère bien sûr un recours efficace. À cet égard, sa dernière innovation, le **Décodex**...

Ça, je comptais vous en parler.

► Personnellement, ça m'a beaucoup fait rire. Comment les journalistes d'un groupe appartenant à deux milliardaires issus du luxe et des télécoms et un banquier d'affaires peuvent-ils se penser bien placés pour décerner des points de bonne conduite intellectuelle à qui que ce soit ? Comment peut-on notamment attendre d'un tel titre qu'il promeuve des idées dérangeantes ?

Le cas des **Crises**, l'un des rares sites alternatifs en ce qui concerne les affaires internationales, est particulièrement évocateur. Son approche de la crise ukrainienne, à rebours de celle du Monde qui est plus ou moins réglée sur celle d'un Bernard-Henri Lévy, lui a sans doute valu cette mise à l'index. Ne peut-on pourtant dire que ce dernier, BHL, est l'un des principaux propagateurs de fake news des vingt dernières années en France ? Souvenez-vous du nombre d'erreurs factuelles relevées par la presse américaine dans Qui a tué Daniel Pearl ?, souvenez-vous des contrevérités brandies par ce personnage pour justifier une intervention guerrière en Libye.

Le degré exact de liberté dont jouissent les titres que nous évoquons, très faible, je l'ai bien connu de l'intérieur. Dans une telle presse, il y a une pensée autorisée, et une pensée

interdite. C'est du maccarthysme au sens le plus classique du terme. J'ajoute que chacun devrait connaître ses limites, tout de même. Les journalistes chargés de mettre en place le Décodex ont-ils le cadre intellectuel suffisant pour déterminer ce qu'on a le droit ou non de penser sur des situations aussi mouvantes et complexes que celle qui règne aujourd'hui en Syrie ? Qu'un groupe comme Le Monde demande à des journalistes de desk, pour certains issus de sites d'infotainment, de dire la messe sur des affaires aussi importantes est en soi un symptôme. Je plaide à leur égard l'indulgence, ce n'est décidément pas de leur faute... Compte tenu de l'énormité de ce qu'on leur demande, que peuvent-ils faire sinon reprendre la doxa officielle ?

Selon vous, cette presse-là vit-elle encore comme si la théorie de la "fin de l'Histoire" était avérée ? Parfois, en la lisant, on croirait entendre ceux qui affirment que "les idéologies sont mortes" – sans comprendre qu'une telle assertion est la plus grande idéologie qui soit.

► À cet égard, on peut citer l'ouvrage formidable de Perry Anderson, *La pensée tiède*, qui prenait déjà pour cible L'Obs et les milieux intellectuels de la deuxième gauche qui l'irriguaient. Ce livre montre notamment comment, sous couvert d'éradication de la radicalité politique, on a promu un libéralisme lui-même extrêmement radical, dont les représentants intellectuels avancent masqués, prétendant faire preuve de modération, voire de neutralité.

Un phénomène politique comme Emmanuel Macron est l'émanation politique directe de cette presse-là, prétendument neutre et "objective", ni-de-droite-ni-de-gauche, mais qui mène en réalité des opérations idéologiques très agressives. Imaginez : on a tout de même là un ancien banquier d'affaires chez Rothschild, hier encore secrétaire général adjoint de l'Élysée, et qui s'érige désormais en candidat antisystème. Hormis sur les réseaux sociaux, qui dans les grands médias est là pour dénoncer sérieusement la profondeur de cette imposture ?

Sur tous ces points, des philosophes comme Jacques Rancière sont perçus comme de vrais dangers publics, car ils dévoilent le mensonge constitutif de notre système démocratique. Pour Rancière, le summum de la dépossession du citoyen aujourd'hui, c'est la présidentielle, alors qu'on nous rebat les oreilles en permanence dans les médias avec ce soi-disant "point culminant" de notre démocratie, et qu'on culpabilise sempiternellement les abstentionnistes.

Quand on voit l'horreur que ce genre de penseurs suscite chez les apparatchiks de la presse mainstream que j'ai connue, on se dit finalement que c'est l'hommage du vice à la vertu. On nous vend un affadissement généralisé des contenus intellectuels et la fin des "grands récits" – en réalité c'est totalement faux.

Dès qu'on introduit une idée radicale sur la place publique, tout le système se réveille et s'offusque, allant jusqu'à couper des têtes — dont la mienne. Si les idées dérangent à ce point, c'est qu'elles ont encore une puissance.

Avez-vous été surpris par le traitement réservé au Monde Libre par certains "grands" médias, qui n'ont pas manqué d'être extrêmement laudateurs à votre égard ? Ça dénote la capacité du système à intégrer sa propre critique pour en recracher quelque chose de totalement inoffensif.

► À certains égards. C'est une parfaite illustration de la dialectique debordienne : le vrai devient un moment du faux. Ça a donné quelques trucs un peu surréalistes en effet, notamment dans Le Point. Franz-Olivier Giesbert semble avoir aimé mon livre, qui contient un éloge appuyé de la radicalité, alors que de l'autre côté il compare la CGT à Daech... C'est ainsi, peu importe : je n'ai pas boudé ce moment de réparation, après des mois de persécutions et de violences subies.

Ça en dit long sur la confusion qui règne dans les milieux intellectuels français, confusion qui touche en fin de compte les lecteurs. On pourrait citer le cas de la journaliste Ariane Chemin qui, dans un article du Monde portant sur Jean-Claude Michéa, évoquait de nombreux sites Internet ou revues s'inscrivant, selon elle, dans la filiation du penseur antilibéral — ce qui était faux.

► Oui, cela ressemble un peu à une opération de barbouzerie idéologique dont ce journal est d'ailleurs de longue date coutumier. Sans doute s'agissait-il, plus ou moins consciemment, de neutraliser un penseur qui dérange en le rapprochant de l'extrême droite par contaminations successives. Inventer une "mode Michéa" en 2017 alors que le véritable pic d'influence de ce penseur a eu lieu il y a 15 ans avec la parution d'Impasse Adam Smith... Confier le papier principal à quelqu'un qui, aussi bonne journaliste soit-elle, ne suit pas ordinairement la vie des idées, tout était étrange dans ces pages dont je n'ai d'ailleurs pas le fin mot.

À l'époque où je m'occupais des pages dédiées aux intellectuels à L'Obs, lorsqu'un portrait devait être consacré à un penseur comme Badiou, criminel pour la bien-pensance étriquée qui montait la garde, les rédacteurs en chef faisaient des pieds et des mains pour le confier à un bon petit soldat, n'ayant de préférence jamais ouvert un de ses livres. À L'Obs aussi, il m'est arrivé de découvrir dans le journal un dossier spécial traitant des "nouveaux penseurs", monté dans le dos des journalistes compétents sur le sujet. Sans surprise, tous les mecs mis en Une étaient issus de la "République des idées", l'écurie centriste de Pierre Rosanvallon, héritière de la fondation Saint-Simon. Ce dossier avait été directement confié au chef du service politique du journal par Laurent Joffrin, ce dernier n'ayant aucune confiance en ses journalistes versés dans le mouvement des idées. Voilà comment, en 20 ans, on démolit la crédibilité intellectuelle d'un journal.

Évidemment, lorsque je me suis trouvée aux affaires, je n'ai jamais tenté de faire de L'Obs la feuille rouge vif qu'il n'a jamais été. Mais j'estimais que, pour un journal qui avait compté André Gorz parmi ses fondateurs, et accueilli parfois dans ses pages les plus grands noms de la French Theory, on pouvait tout de même faire mieux que de laisser régner sans partage les Tartuffes de la social-démocratie. Je pensais que L'Obs pouvait s'autoriser quelques écarts, de l'audace intellectuelle. Eh bien non, exit les libres penseurs, toute une époque s'achève, et de manière sinistre.

Sur quoi cette situation peut-elle déboucher, selon vous ?

► On peut espérer que les lecteurs soient les juges de paix, au final. Nous approchons du moment de rupture, tout peut s'effondrer très vite. Comme je vous l'ai dit, économiquement parlant, ça ne marche pas ! Le système entier s'est enrayé : le business de ces tycoons obsédés par le business est un désastre, avouez que c'est assez ironique.

Par ailleurs, je ne crois pas que les gens soient inaptes à s'élever au-dessus du niveau de BuzzFeed. Pas du tout. Je suis au contraire persuadée que les directeurs de journaux sont beaucoup plus bas de gamme dans leurs goûts que les lecteurs. Quand je dis qu'ils regardent The Voice, c'est vrai ! Dans la hiérarchie des journaux, vous avez désormais des gens qui n'ouvrent pas un livre. Jamais, à l'exception de mémoires d'hommes politiques écrits par des ghost writers, ou de bluettes de plage — et encore, je m'avance sûrement.

Cette absence de culture explique-t-elle la prolifération des "faux débats d'idées" qui donnent l'impression que la vie intellectuelle française est encore dynamique ?

► Sur la question des faux débats, il n'y a pas que la médiocrité intellectuelle des nouvelles normes journalistiques qui pèse. D'une part, on observe une grande homogénéité idéologique dans le milieu journalistique, où les gens passent d'un titre fièrement néolibéral à un titre dit "de gauche" sans ciller. Aujourd'hui, dans les journaux de la gauche mainstream, pour effectuer un recrutement, on préfère d'ailleurs faire son marché au Point ou au Figaro plutôt que chez Politis ou au Monde Diplo, que d'ailleurs personne n'ouvre jamais. À une époque, "passer le mur" faisait encore scandale — Giesbert en sait quelque chose, lui qui a quitté L'Obs pour Le Figaro dans les années 1980. Aujourd'hui, ça ne dérange absolument plus personne, et le faire remarquer vous fait instantanément passer pour un moine bon à finir sa vie au désert.

Mais ce n'est pas la seule chose qui explique ce sentiment qu'on peut avoir d'assister à de "faux débats", à des semblants d'adversité entre gens qui partagent en réalité le même flux de convictions. Dans la mesure où les vrais opposants n'ont en réalité que très peu droit à la parole, ou même pas du tout, le système secrète de faux rebelles. Ce n'est pas nouveau. Le succès de ce qu'on a appelé les "nouveaux philosophes", à partir de la fin des

années 1970, vient de là. Un tel logiciel de pensée a permis pendant quarante ans de prendre des postures engagées, de recycler l'esprit soixante-huitard, tout en adoptant des positions en réalité totalement conformes à l'ordre établi — en tenant le plus possible à distance la question de l'injustice sociale par exemple. Bon, aujourd'hui ils sont largement discrédités, mais on essaie toujours de renflouer cette vieille affaire avec des figures plus fraîches comme Raphaël Glucksmann. Là, la ficelle est d'autant plus grosse qu'il s'agit du fils même de l'un desdits "nouveaux philosophes". Mais au-delà de ce lien familial, c'est troublant de voir à quel point ce dernier pioche dans le même sac de farces et attrapes que ses aînés : l'indignation permanente, le chantage sentimental, le cri de révolte à échéance fixe. Une indignation à géométrie tout à fait variable qui plus est, car on l'entend beaucoup moins sur Florange que sur l'Ukraine ou la Syrie par exemple. Quand je l'ai aperçu en une de **M Le magazine du Monde**, je me suis dit qu'une opération de renflouage de ce genre était en cours. Ce n'est pas réjouissant.

Mais j'ai une mauvaise nouvelle pour tous ces gens qui font aujourd'hui encore le pari du boniment humaniste : ça ne marchera pas. La dégradation du pays est telle que rien n'arrêtera désormais le tsunami de merde qui pointe à l'horizon. La symétrie avec la situation américaine est d'ailleurs assez frappante. Quand on observe les violentes diatribes dispensées des mois durant par le New Yorker ou le New York Times au sujet de Trump... Tout cela n'a eu aucune prise sur l'élection, bien au contraire. Je crains qu'il n'en aille exactement de même en France. Et le jour où la catastrophe électorale se produira, les médias mainstream en porteront largement la responsabilité.

"Le Monde Libre" est disponible aux éditions Les Liens qui libèrent.